

Ministère de la Justice

Ordre judiciaire, p. 6424. — Loi du 11 germinal an XI. Publications, p. 6425. — Direction du Moniteur belge. Brochures et tirés à part, p. 6425. — Brochures des Communautés européennes, p. 6427. — Sommaire du « Journal officiel des Communautés européennes » du 15 avril 1987, nos C 102 et L 103; du 16 avril 1987, nos C 103 et L 104 et du 20 avril 1987, n° L 105, p. 6429.

Ministère des Finances

Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines. Aliénation d'immeubles domaniaux. Publications faites en exécution de la loi du 31 mai 1923, p. 6433. — Publication prescrite par l'article 770 du Code civil. Succession en déshérence, p. 6434.

Ministerie van Justitie

Rechterlijke Orde, bl. 6424. — Wet van 11 germinal jaar XI. Bekendmakingen, bl. 6425. — Bestuur van het Belgisch Staatsblad. Brochures en overdrukken, bl. 6425. — Brochures van de Europese Gemeenschappen, bl. 6427. — Inhoud van het « Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen » van 15 april 1987, nrs. C 102 en L 103; van 16 april 1987, nrs. C 103 en L 104 en van 20 april 1987, nr. L 105, bl. 6429.

Ministerie van Financiën

Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen. Vervreemding van onroerende domeingoederen. Bekendmakingen gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923, bl. 6433. — Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek. Erfloze nalatenschap, bl. 6434.

Executieven — Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap

Examencommissie van de Staat voor het afnemen van het examen over de algemene vorming voor de toelating tot de inrichtingen voor hoger kunstonderwijs met volledig leerplan, die onderwijs in de plastische kunsten organiseren van de eerste of de tweede graad (het hogere normaalonderwijs voor plastische kunsten uitgezonderd). Nederlandstalige Commissie. Zittijd 1987. Oproep tot de kandidaten, bl. 6434.

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS**MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES**

F. 87 — 783

10 AVRIL 1987. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, modifié par les arrêtés royaux des 8 janvier 1977, 27 mai 1982, 29 mai 1982, 19 novembre 1982, 30 décembre 1982, 7 mars 1983, 20 avril 1983, 2 mars 1984, 22 mars 1984, 25 avril 1984, 8 mars 1985, 19 juillet 1985, 1er août 1985 et 19 novembre 1986;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que les institutions chargées de l'établissement du droit aux allocations familiales doivent être à même de prendre immédiatement les mesures nécessaires afin que lesdites allocations soient octroyées en conformité avec les dispositions du présent arrêté qui entre en vigueur le 1er avril 1987 et conditionnera donc pour la première fois certaines prestations afférentes à ce mois et payables dès le début du mois de mai 1987;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Un article 9bis, rédigé comme suit est inséré dans l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants :

« Article 9bis. Pour l'application des articles 8 et 9, la déclaration d'absence conforme aux dispositions du Code civil, est assimilée au décès. »

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN**MINISTERIE VAN MIDDENSTAND**

N. 87 — 783

10 APRIL 1987. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 maart 1976 betreffende de gezinsbijslag voor zelfstandigen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 januari 1977, 27 mei 1982, 29 mei 1982, 19 november 1982, 30 december 1982, 7 maart 1983, 20 april 1983, 2 maart 1984, 22 maart 1984, 25 april 1984, 8 maart 1985, 19 juli 1985, 1 augustus 1985 en 19 november 1986;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de instellingen belast met de vaststelling van het recht op kinderbijslag moeten bij machte zijn om onmiddellijk de nodige maatregelen te treffen opdat de bedoelde bijslag zou worden toegekend in overeenstemming met de bepalingen van dit besluit, hetwelk in werking treedt op 1 april 1987 en derhalve voor de eerste maal sommige uitkeringen bepaalt met betrekking tot deze maand en die vanaf begin mei 1987 betaalbaar zijn;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een artikel 9bis, luidend als volgt, wordt in het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen ingevoegd :

« Artikel 9bis. Voor de toepassing van de artikelen 8 en 9 wordt de verklaring van afwezigheid overeenkomstig de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek gelijkgesteld met het overlijden. »

Art. 2. A l'article 15 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 20 avril 1983, 22 mars 1984 et 19 juillet 1985, sont apportées les modifications suivantes :

A. le § 1er, alinéa 1er, 4^o, est complété comme suit :

« l'enfant dont l'acte de naissance mentionne le nom de la mère est assimilé à un enfant naturel reconnu par elle; »

B. le § 1er, alinéa 1er, 5^o, est remplacé par la disposition suivante :

« 3^o les enfants naturels dont le lien de filiation est établi par voie judiciaire à son égard ou à l'égard de son conjoint; »

C. le § 1er, alinéa 1er, 6^o, est remplacé par la disposition suivante :

« 6^o à condition qu'ils fassent partie de son ménage depuis trois mois au moins, ses petits-enfants, arrière-petits-enfants, neveux et nièces, ceux de son conjoint, de son ex-conjoint ou de la personne de l'autre sexe avec laquelle il est établi en ménage : pour l'application de cette disposition, les enfants naturels visés aux 4^o et 5^o sont assimilés aux enfants légitimes; l'attributaire maintient ce droit en faveur de ses petits-enfants et arrière-petits-enfants ou ceux de son conjoint, lorsque ceux-ci sont placés dans une institution conformément à l'article 33 ou lorsqu'il fait élever exclusivement ou principalement à ses frais, ces mêmes petits-enfants et arrière-petits-enfants dans une institution d'enseignement, d'éducation ou d'hospitalisation ou chez un particulier; »

D. le § 1er, alinéa 1er, 8^o, est remplacé par la disposition suivante :

« 8^o les enfants faisant partie du ménage qui sont confiés à l'attributaire, à son conjoint ou à la personne de l'autre sexe avec laquelle il est établi en ménage, en application d'une décision juridictionnelle relative à l'attribution de la garde matérielle ou d'une mesure de placement par l'intermédiaire ou à charge d'une autorité publique. »

E. le § 1er, alinéa 3, est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'application de l'alinéa 1er, 7^o, sont assimilés aux enfants légitimes, les enfants adoptés, légitimés par adoption, pris sous tutelle officieuse et les enfants naturels visés aux 4^o et 5^o. »

F. le § 1er, alinéa 4, est complété in fine comme suit :

« ou qu'ils soient placés dans une institution visée à l'article 33. »

G. le § 2, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'application du présent paragraphe, il y a lieu d'assimiler aux frères et sœurs, les demi-frères et les demi-sœurs ainsi que les enfants naturels visés au § 1er, alinéa 1er, 4^o et 5^o, qui ont le même père ou la même mère. »

H. le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le conjoint survivant visé à l'article 8 ouvre le droit aux prestations familiales en faveur des enfants :

1^o qui font partie de son ménage;

2^o pour lesquels le conjoint défunt ouvrait le droit aux allocations familiales au moment du décès;

3^o et qui faisaient déjà partie du ménage du conjoint survivant au moment du décès.

Les conditions visées à l'alinéa précédent, sous 2^o et 3^o, ne sont pas requises lorsqu'il s'agit, dans le chef du conjoint survivant, de ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, neveux ou nièces, d'enfants qu'il a adoptés ou légitimés par adoption ou dont il a la tutelle officieuse, d'enfants visés au § 1er, alinéa 1er, 8^o, ou d'enfants pour lesquels une dérogation est accordée par le Ministre des Classes moyennes en vertu du § 1er, alinéa 4. »

Art. 3. A l'article 16 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 20 avril 1983, sont apportées les modifications suivantes :

A. dans l'alinéa 2, les mots « visé à l'article 31, § 1er, alinéa 1er ou § 2, » sont insérés entre les mots « allocataire » et « hormis ».

B. cet article est complété par l'alinéa suivant :

« Le cas échéant, le rang des enfants bénéficiaires visés à l'alinéa précédent est établi en tenant compte également de la chronologie des naissances des autres enfants élevés dans le ménage de l'allocataire, bénéficiaires en vertu du régime d'allocations familiales pour travailleurs salariés ou de l'arrêté royal du 26 mars 1965 relatif aux allocations familiales allouées à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat, hormis les orphelins visés à l'article 50bis des lois coordonnées précitées. »

Art. 4. L'article 25, alinéa 1er, 1^o, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 8 mars 1985 est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o jusqu'à l'âge de 16 ans; »

Art. 2. In artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 april 1983, 22 maart 1984 en 19 juli 1985 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. § 1, eerste lid, 4^o, wordt aangevuld als volgt :

« het kind in wiens geboorteakte de naam van de moeder is vermeld, wordt gelijkgesteld met een door haar erkend natuurlijk kind; »

B. § 1, eerste lid, 5^o, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5^o de natuurlijke kinderen van wie de band van afstamming langs gerechtelijke weg is vastgesteld te zijnen opzichte of ten opzichte van zijn echtgenoot; »

C. § 1, eerste lid, 6^o, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 6^o op voorwaarde dat zij sedert ten minste drie maanden deel uitmaken van zijn gezin, zijn kleinkinderen, achterkleinkinderen, neven en nichten, die van zijn echtgenoot, van zijn gewezen echtgenoot of van de persoon van het ander geslacht met wie hij een huishouden vormt : voor de toepassing van deze bepaling worden de in 4^o en 5^o bedoelde natuurlijke kinderen gelijkgesteld met wettige kinderen; de rechthebbende behoudt dit recht ten gunste van zijn kleinkinderen en achterkleinkinderen of die van zijn echtgenoot, wanneer die overeenkomstig artikel 33 in een instelling zijn geplaatst of wanneer hij die zelfde kleinkinderen en achterkleinkinderen uitsluitend of hoofdzakelijk op zijn kosten laat opvoeden in een onderwijs-, een opvoedings- of eeri verplegingsinrichting dan wel bij een particulier; »

D. § 1, eerste lid, 8^o, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 8^o de van het gezin deel uitmakende kinderen die aan de rechthebbende, zijn echtgenoot of de persoon van het ander geslacht met wie hij een huishouden vormt zijn toevertrouwd ingevolge een rechterlijke beslissing omtrent de toekenning van de materiële bewaaring of een maatregel van plaatsing door bemiddeling van of ten laste van een openbare overheid. »

E. § 1, derde lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de toepassing van het eerste lid, 7^o, worden met wettige kinderen gelijkgesteld, de aangenomen, de door adoptie gewettigde en de in pleegvoogdij genomen kinderen alsmede de in 4^o en 5^o bedoelde natuurlijke kinderen. »

F. § 1, vierde lid, wordt in zijn volzin aangevuld als volgt :

« of dat zij geplaatst zijn in een in artikel 33 bedoelde instelling. »

G. § 2, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de toepassing van deze paragraaf moeten met de broeders en de zusters worden gelijkgesteld, de halfbroeders en de halfzusters alsmede de in § 1, eerste lid, 4^o en 5^o, bedoelde natuurlijke kinderen die dezelfde vader of dezelfde moeder hebben. »

H. § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De in artikel 8 bedoelde langstlevende echtgenoot doet het recht op gezinsbijslag ontstaan ten gunste van de kinderen :

1^o die deel uitmaken van zijn gezin;

2^o waarvoor de overleden echtgenoot het recht op kinderbijslag deed ontstaan op het ogenblik van het overlijden;

3^o en die reeds van het gezin van de langstlevende echtgenoot deel uitmaakt op het ogenblik van het overlijden.

De in vorig lid onder 2^o en 3^o bedoelde voorwaarden zijn niet vereist wanneer het in hoofde van de langstlevende echtgenoot gaat om zijn kinderen, kleinkinderen, achterkleinkinderen, neven of nichten, om kinderen die hij heeft aangenomen of door adoptie heeft gewettigd of over wie hij de pleegvoogdij heeft, om in § 1, eerste lid, 8^o, bedoelde kinderen of om kinderen waarvoor een afwijking is toegestaan door de Minister van Middenstand krachtens § 1, vierde lid. »

Art. 3. In artikel 16 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 april 1983, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. in het tweede lid worden tussen de woorden « in het gezin van de » en het woord « bijslagtrekkende » de woorden « in artikel 31, § 1, eerste lid of § 2, bedoelde » ingevoegd.

B. dit artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« In voorkomend geval wordt de rang van de op grond van dit besluit rechtgevend kinderen vastgesteld, rekening houdende eveneens met de chronologische orde van de geboorten van de andere kinderen die worden opgevoed in het gezin van de bijslagtrekkende en die rechtgevend zijn krachtens de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor werknemers of het koninklijk besluit van 26 maart 1965 betreffende de kinderbijslag voor bepaalde categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel, de in artikel 50bis van de voormelde gecoördineerde wetten beoogde wezen uitgezonderd. »

Art. 4. Artikel 25, eerste lid, 1^o, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 maart 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1^o tot de leeftijd van 16 jaar; »

Art. 5. L'article 29 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 6 janvier 1977, 19 novembre 1982 et 20 avril 1983, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 29. Sous réserve des dispositions de l'article 30, tout enfant en faveur duquel des prestations familiales sont obtenues sous une dénomination quelconque en vertu d'une autre législation belge ou étrangère ou en vertu des règles applicables au personnel d'une institution de droit international public, est exclu du bénéfice du présent arrêté. »

Art. 6. « Les cas de cumul réglés avant le 1er avril 1987 par application de l'article 29 de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, tel qu'il était rédigé avant sa modification par le présent arrêté, ne donnent pas lieu à révision aussi longtemps que les conditions d'octroi d'un rang fictif, ou de la différence visée à l'alinéa 2 dudit article 29, subsistent. »

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1er avril 1987.

Art. 8. Notre Ministre des Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 10 avril 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes,
J. BUCHMANN

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,
G. MUNDELEER

F. 87 — 784

11 AVRIL 1987. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, modifié par les arrêtés royaux des 6 janvier 1977, 27 mai 1982, 29 mai 1982, 19 novembre 1982, 30 décembre 1982, 7 mars 1983, 20 avril 1983, 2 mars 1984, 22 mars 1984, 25 avril 1984, 8 mars 1985, 19 juillet 1985, 1er août 1985 et 19 novembre 1986;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter les barèmes du régime des prestations familiales pour travailleurs indépendants comme suite à la majoration des allocations prévues au 1er avril 1987, notamment en faveur des enfants d'attributaires pensionnés ou invalides;

Considérant que les institutions compétentes doivent être informées sans délai des montants mentionnés dans le présent arrêté, afin d'être en état d'assurer le paiement des allocations majorées en temps voulu;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans l'article 17, alinéa 2, de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, modifié par les arrêtés royaux des 30 décembre 1982, 25 avril 1984 et 19 juillet 1985, les montants « 372 F » et « 2 280 F » sont remplacés respectivement par « 580 F » et « 2 358 F ».

Art. 5. In artikel 29 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 januari 1977, 19 november 1982 en 20 april 1983, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 29. Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 30 is van het voordeel van dit besluit uitgesloten, ieder kind ten gunste waarvan gezinsbijslag wordt bekomen, onder welke benaming ook, krachtens een andere Belgische of buitenlandse wetgeving of krachtens regelen van toepassing op het personeel van een volkenrechtelijke instelling. »

Art. 6. « De gevallen van samenloop die vóór 1 april 1987 geregeld werden bij toepassing van artikel 29 van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, zoals dat gesteld was voor zijn wijziging bij dit besluit, geven geen aanleiding tot herziening zolang de toekenningvoorwaarden van een fictieve rangorde, of van het verschil beoogd in het tweede lid van voornoemd artikel 29, blijven bestaan. »

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1987.

Art. 8. Onze Minister van Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 10 april 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,
J. BUCHMANN

De Staatssecretaris voor Middenstand,
G. MUNDELEER

N. 87 — 784

11 APRIL 1987. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 maart 1976 betreffende de gezinsbijslag voor zelfstandigen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 april 1987 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 januari 1977, 27 mei 1982, 29 mei 1982, 19 november 1982, 30 december 1982, 7 maart 1983, 20 april 1983, 2 maart 1984, 22 maart 1984, 25 april 1984, 8 maart 1985, 19 juli 1985, 1 augustus 1985 en 19 november 1986;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de schalen van de gezinsbijslagregeling voor zelfstandigen moeten worden aangepast ingevolge de verhoging van de bijslagen voorzien op 1 april 1987, inzonderheid ten gunste van de kinderen van gepensioneerde of invalide rechthebbenden;

Overwegende dat de bevoegde instellingen zonder verwijf kennis moeten krijgen van de in dit besluit vermelde bedragen, teneinde de uitbetaling van de verhoogde kinderbijslag tijdig te kunnen verzekeren;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 17, tweede lid, van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 december 1982, 25 april 1984 en 19 juli 1985, worden de bedragen « 372 F » en « 2 280 F » respectievelijk vervangen door de bedragen « 580 F » en « 2 358 F ».